

# Le Luxembourg doit rétablir sa productivité

Carlo Thelen, Chef économiste de la Chambre de commerce

Si la compétitivité de l'économie luxembourgeoise s'est détériorée au cours des dernières années – et même déjà avant la crise –, cela tient notamment au recul de la productivité de travail dont le niveau a longtemps été supérieur à la moyenne européenne, mais qui peine à maintenir une position comparative favorable, surtout depuis 2007.

Sur la période 2007-2010, la productivité du travail, c'est-à-dire le rapport entre la valeur ajoutée brute en volume et l'emploi, a baissé de 8,8% au Grand-Duché de Luxembourg contre seulement 1,4% dans la zone euro.

Pour toutes les branches marchandes de l'économie, à l'exception des transports et communications, l'évolution de la productivité sur cette période est plus défavorable au Luxembourg qu'en zone euro.

Dans les deux secteurs phares de l'économie luxembourgeoise, à savoir dans la métallurgie et le secteur financier, la baisse de la productivité a été particulièrement forte.

Selon le Statec, la baisse de la productivité du travail a été le résultat d'une baisse plus forte et plus rapide de l'activité que de l'emploi, ce dernier étant normalement en retard sur l'activité.

En d'autres termes, et malgré la

progression importante du chômage, l'emploi luxembourgeois a, jusqu'en 2011, plutôt bien résisté à la baisse du niveau d'activité; un constat qui n'est plus valable en 2012, qui voit le ralentissement économique se prolonger.

Premier constat qui inquiète: alors que la productivité est revenue aux niveaux d'avant-crise au courant de 2010-2011 dans les autres pays européens, le Luxembourg se trouve à un niveau de productivité plus faible qu'en 2007.

## Evolutions défavorables

La productivité dans l'industrie manufacturière luxembourgeoise, qui par le passé, était l'une des plus élevées en Europe, tombe, en seulement deux années, en-dessous de la moyenne de la zone euro: elle baisse de 27% entre 2007 et 2010, contre seulement 4,8% dans la zone euro.

La dégradation de la productivité s'observe pour presque toutes les branches industrielles, dominées par la métallurgie.

Deuxième constat qui inquiète: la productivité dans le secteur financier – le secteur locomoteur de notre économie – baisse également plus fortement entre 2007 et 2010 au Grand-Duché (-12,7%) que dans la zone euro (-3,5%).

Troisième constat qui inquiète:

l'évolution de la productivité à plus long terme a également été significativement plus défavorable au Luxembourg qu'en moyenne de la zone euro sur une période plus longue (de 1995 à 2010).

En premier lieu, la productivité a progressé de 9% en zone euro au niveau de l'économie globale (indice 109 en 2010), alors qu'au Luxembourg, l'évolution n'a été que de 5% (indice 105 en 2010).

Dans le secteur industriel, la valeur ajoutée par personne, exprimée en milliers d'euros, passe de 43,99 en 1995 à 56,29 en 2010 en zone euro, alors que pendant la même période, la valeur réelle produite par personne baisse, au Luxembourg, de 54,95 en 1995 à 54,28 en 2010.

En d'autres termes, alors que l'output par personne dans le secteur industriel au Luxembourg a encore dépassé, en 1995, la valeur moyenne de la zone euro de l'ordre de 25%, en 2010, la productivité par personne au Luxembourg est inférieure de 3,5% à la valeur de référence en zone euro.

Donc, il est faut de prétendre que la productivité industrielle, en termes absolues, serait supérieure au Luxembourg par rapport aux partenaires européens.

Dans le secteur financier, la productivité per capita dans le secteur financier luxembourgeois (186,3

milliers d'euros) continue de dépasser celle enregistrée en moyenne dans la zone euro (103,9 milliers d'euros), bien que l'écart se soit significativement rétréci (de +150% en 1995 à +79% en 2010).

Ces quelques évolutions montrent à quel point les secteurs phares de l'appareil de production luxembourgeois ont été affectés par la crise.

Toutefois, les déficiences structurelles de notre économie ont bien été identifiées par de nombreux observateurs déjà avant la crise. La dissociation continue entre l'évolution du coût salarial, à travers les automatismes réglementaires (cf. tranche indiciaire au 1er octobre 2012, augmentation du salaire social minimum au 1er janvier 2013, ...), et la productivité du travail ne contribue nullement à rectifier cette évolution préoccupante.

La hausse du chômage découlant de ces tendances dangereuses risque d'affecter la cohésion sociale et émet une importante pression sur les dépenses publiques (via le fonds pour l'emploi).

La véritable solution «à la luxembourgeoise» pour rétablir la compétitivité des entreprises, l'attractivité de l'économie et l'équilibre des finances publiques réside dans la spirale vertueuse qui consiste à augmenter la producti-



Photo : Pierre Matgé

Carlo Thelen

tivité des facteurs de production et l'efficacité de tout notre système socio-économique.

En fin de compte, cela revient à créer davantage de richesses (plus d'emplois, plus d'investissements, plus de recettes fiscales, ...) avec les mêmes, voire moins de ressources, et ceci à tous les niveaux de notre société!